



syndicat
interprofessionnel
de travailleuses et
travailleurs

Comptes de l'Etat de Genève 2023

Mythes, réalités et enfumage libéral

Jérôme Chapuis, secrétaire syndical SIT

Assemblée du
Personnel
Cartel
16.04.2024

Les principes d'un budget de l'Etat

- Un budget, c'est avant tout des **choix politiques**:
 - Sous-estimation chronique des ressources
 - Permettant de justifier l'austérité dans une période de croissance
- **Conséquences**: manque de postes, besoins en subventionnement, financement des prestations individuelles
- Comptes: résultat mis à nu de la stratégie politique

Résultat 2023

<i>En millions de francs</i>	Comptes C2023	Budget B2023	Comptes C2022	Ecart C2023 / B2023		Evolution C2023 / C2022	
Revenus	+11'481	+9'508	+11'186	+1'973	20.7%	+294	2.6%
Charges	-10'083	-9'985	-9'854	-98	1.0%	-229	2.3%
Excédent avant affectation du résultat	+1'398	-476	+1'332	+1'874		+66	
Amort. comptable supplémentaire réserve budgétaire CPEG	-1'398	-	-606	-1'398		-792	
Excédent final	-	-476	+726	+476		-726	

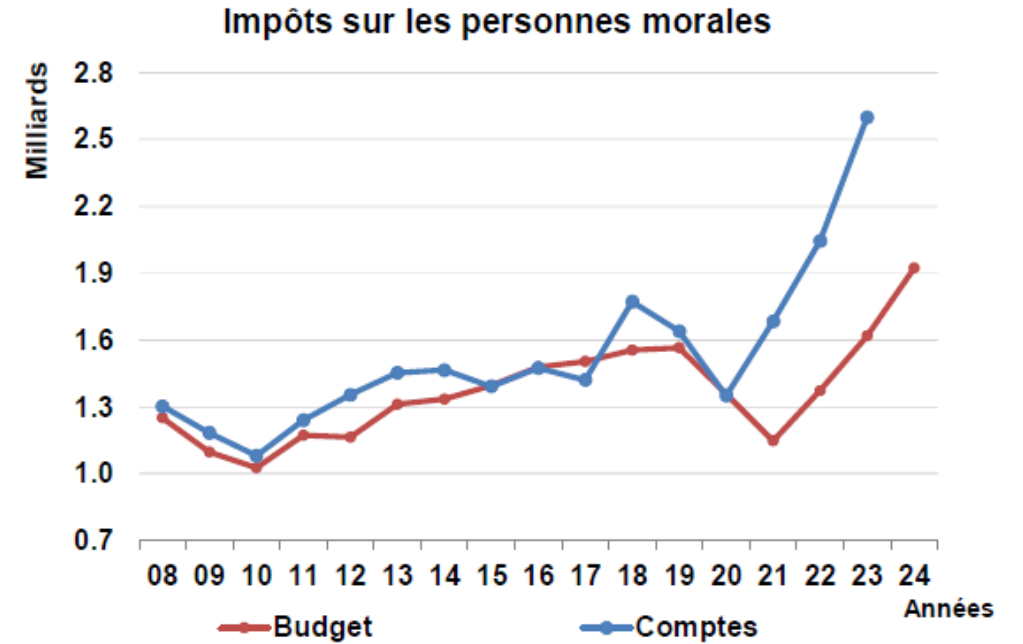
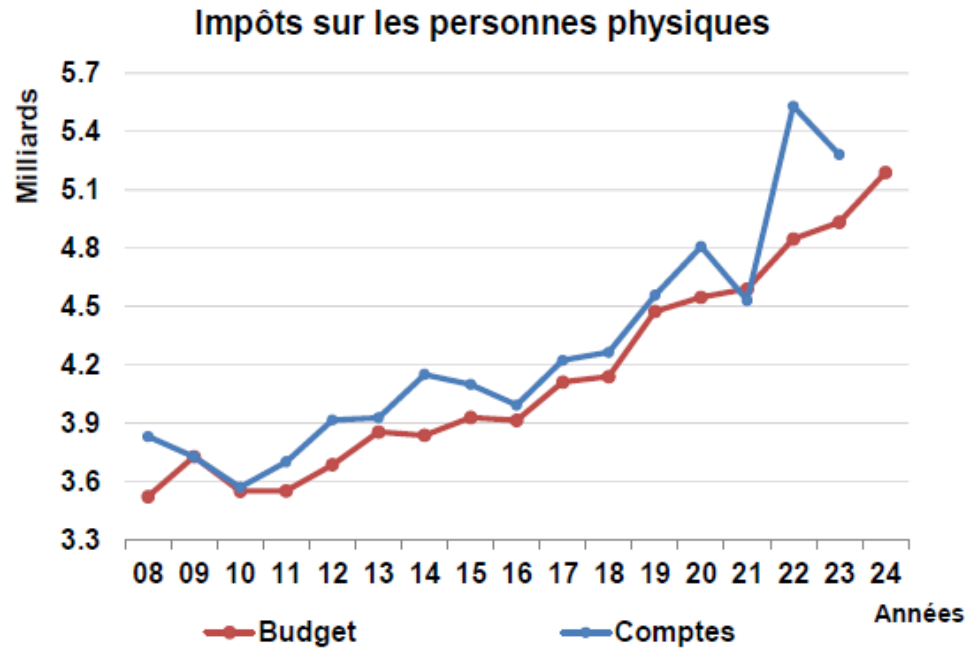
2023: Excédent de 1'398 millions, soit 1,4 milliards.

2022: Excédent de 1'332 millions.



Sit
syndicat
interprofessionnel
de travailleuses et
travailleurs

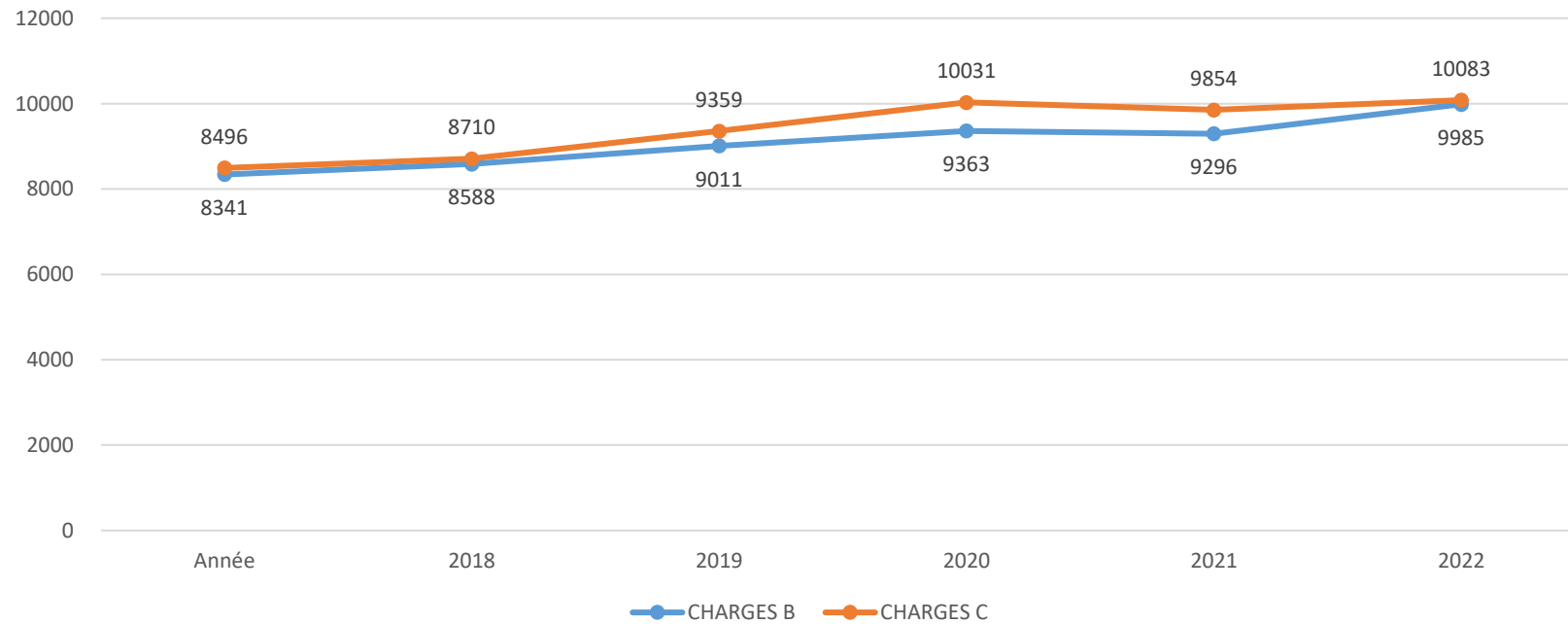
Revenus 2023



Les rentrées fiscales sont sous-estimées quasiment chaque année!

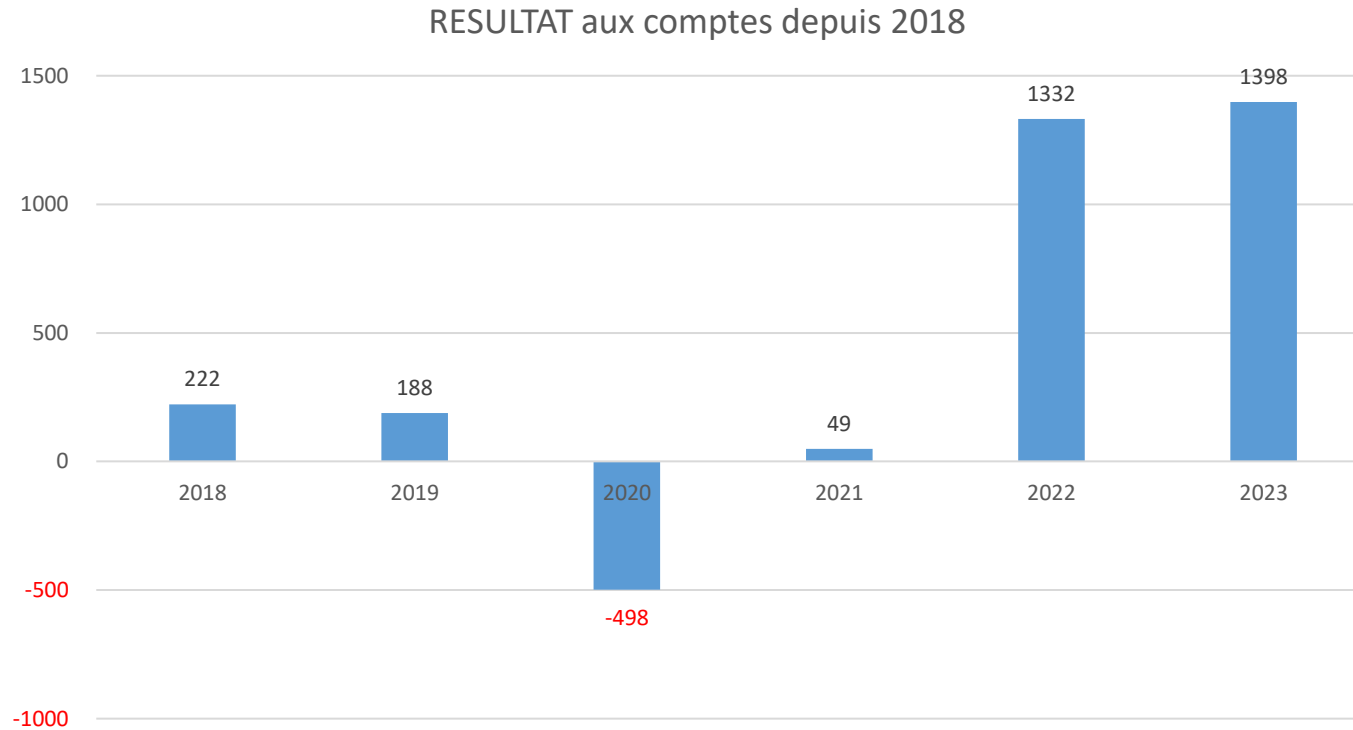
Charges 2023

Evolution des charges au budget et aux comptes



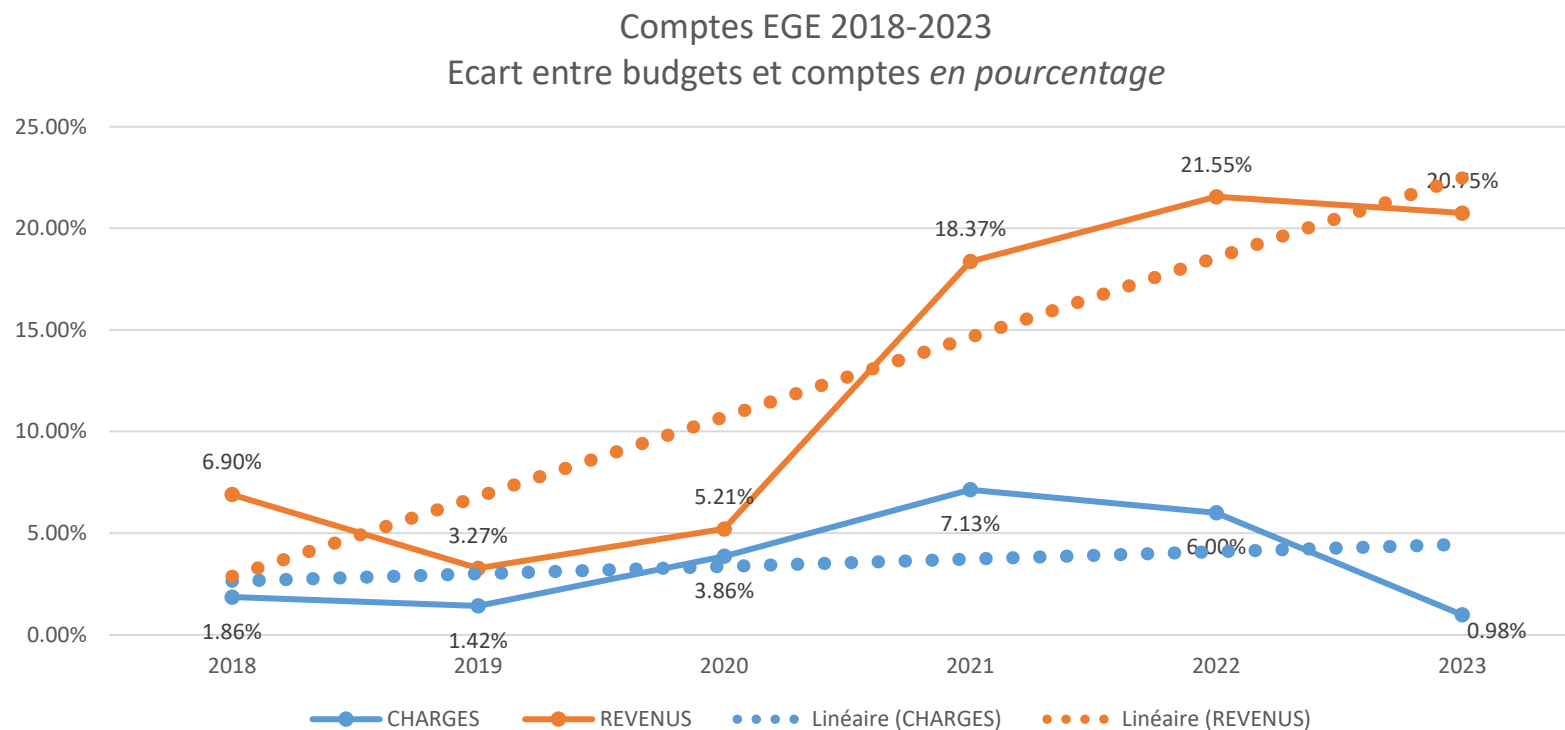
Les charges aux comptes sont légèrement supérieures aux charges prévues au budget

Evolution du résultat aux comptes depuis 2018



Depuis 2018, la seule année déficitaire a été 2020 (faut-il préciser: 1^{ère} année Covid)

Écarts entre le budget et les comptes depuis 2018 – tromperie politique

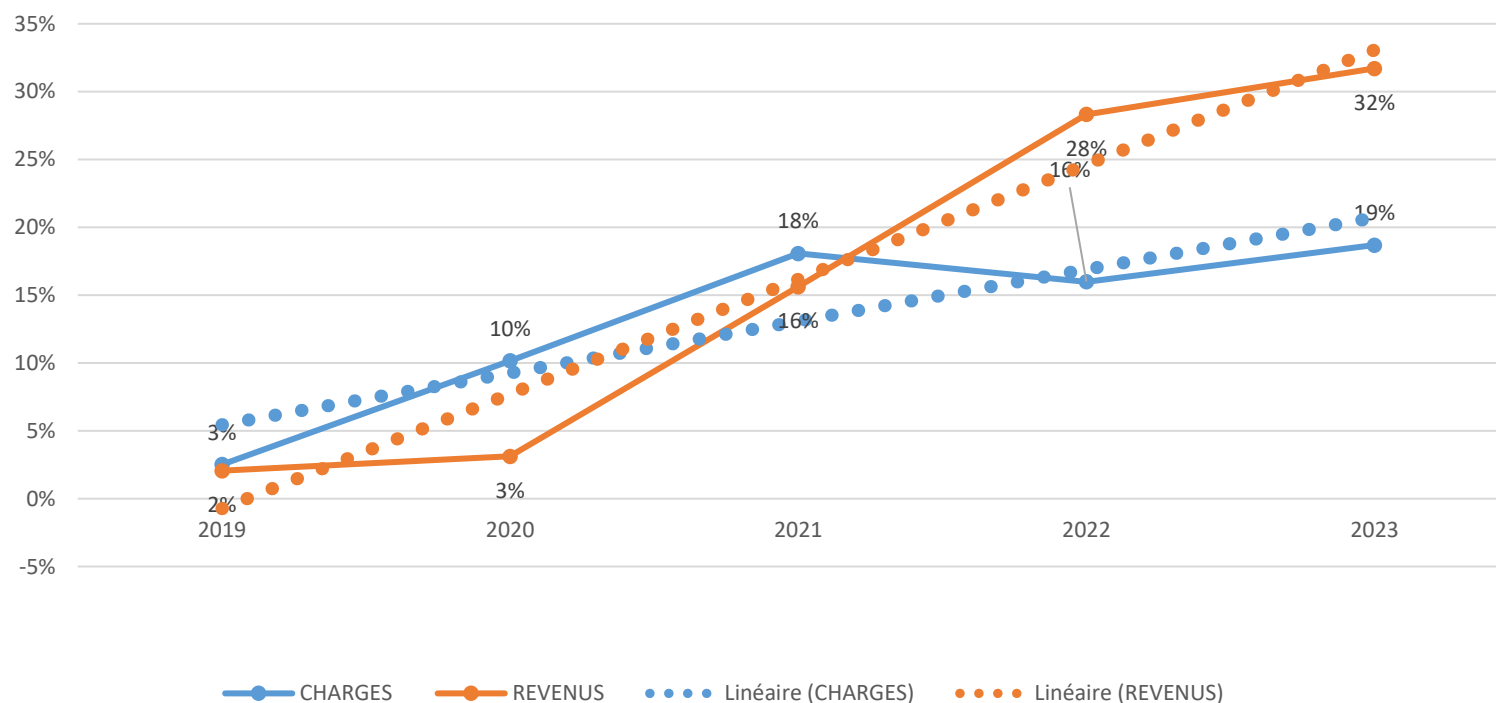


L'écart entre le budget et les comptes concernant les revenus s'aggrave continuellement
L'écart au niveau des charges varie en fonction de dépenses non prévues (guerre en Ukraine, Covid)

Variation des revenus et des charges depuis 2018 – effet des politiques libérales

Comptes EGE 2018-2023

Variations des charges et revenus, année de référence 2018



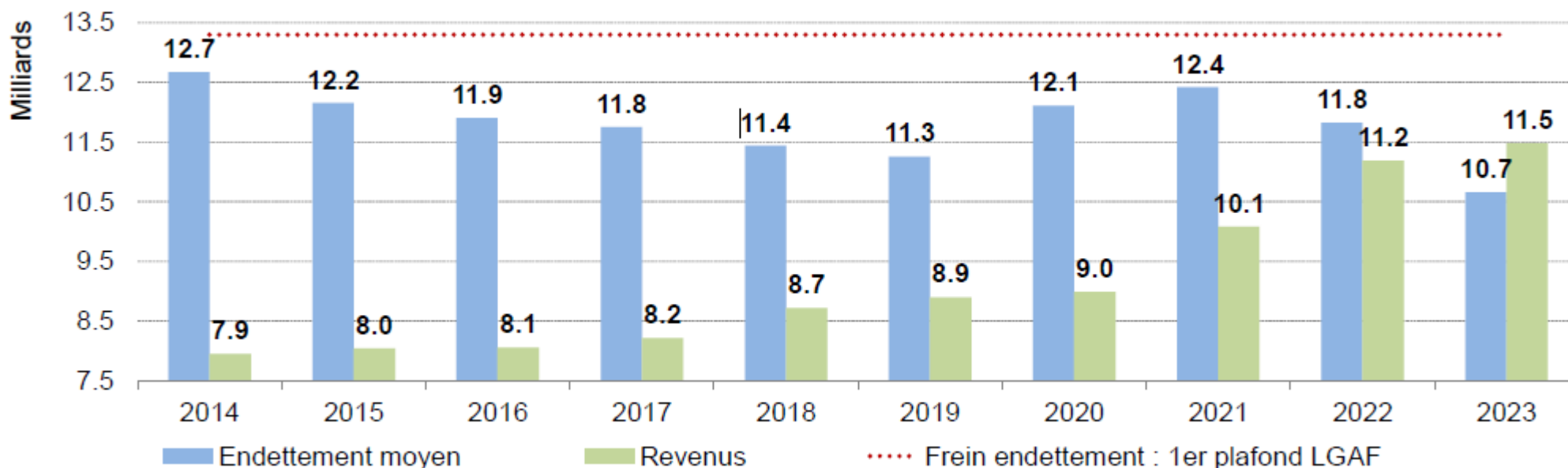
Depuis 2018:

Les revenus ont augmenté de 32%

Les charges ont augmenté de 19%

Les courbes de croissance se sont inversées après 2021.

Financement de la dette au détriment des prestations

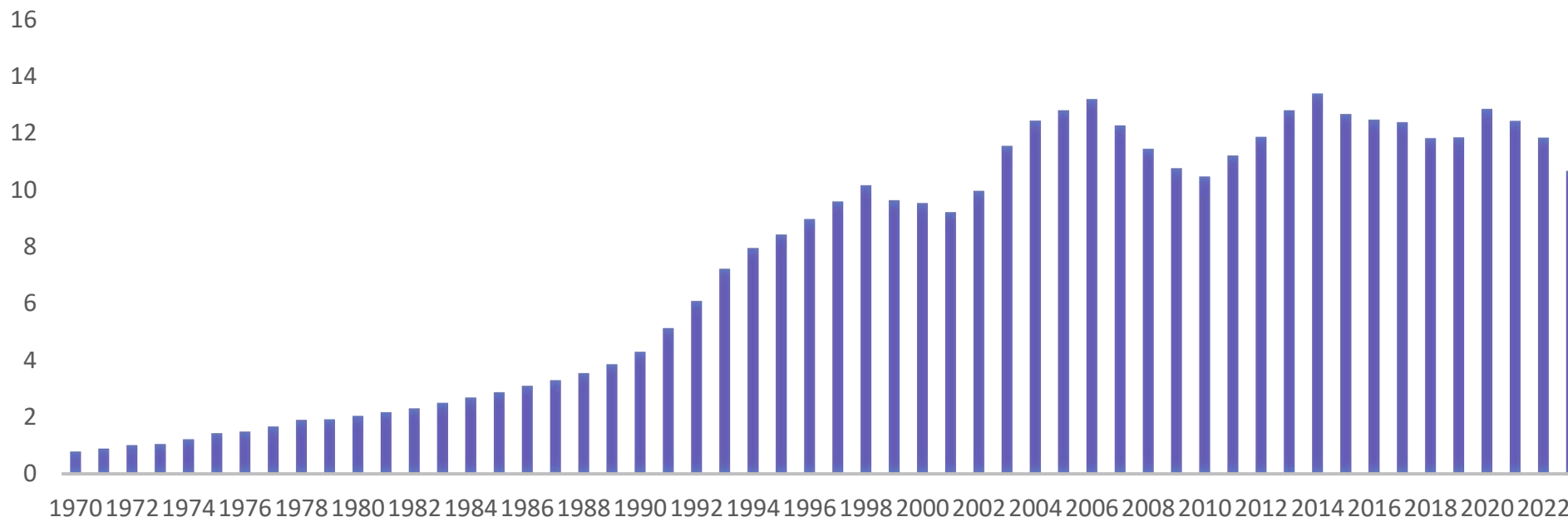


En 2023, la dette financière est inférieure au montant total des résultats (11'481), ne tient pas compte de la fortune de l'Etat; la dette nette équivaut à 3.26% du PIB, soit environ 2 milliards. Il n'y pas de problèmes de dettes.

On a privilégié le remboursement de la dette plutôt que le financement des prestations ou des investissements.

La dette (brute) du canton, éternel argument de la droite, en réalité infondé

DETTE DU CANTON GE EN MILLIARDS DE FRANCS

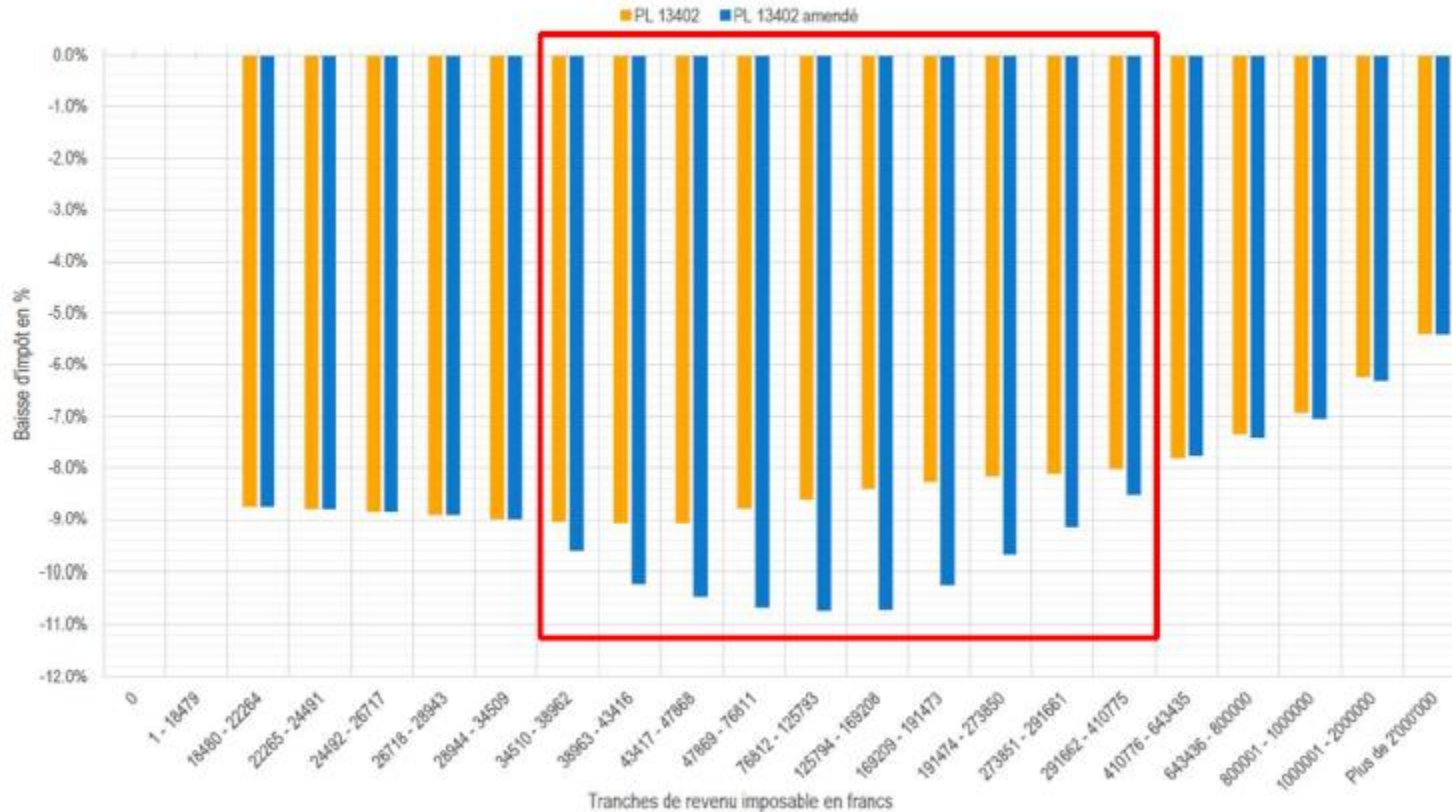


Dette **nette**: -3.26% du PIB (= env. 2 mias) (source USS, 2022)

La dette n'a jamais été générée par les mécanismes salariaux ou les subventions!

Projet de baisse d'impôt

Ensemble des contribuables
Baisse d'impôt découlant du PL 13402 et de l'amendement
Personnes physiques imposées au barème ordinaire



Amendement au PL [13402](#) : Baisse moyenne: avec l'amendement - 8.7% / sans l'amendement -7.6%.
Coût: 434 millions

Projet de baisse d'impôt

La **fiscalité** et la répartition des richesses

Des impôts dépendent les prestations et les investissements.

Correction des inégalités sociales et financières par l'Etat:

- Par des normes et des lois (salaires minimaux, droit du travail, etc.)
- Par la redistribution (prestations sociales, assurances sociales, etc.)
- Par les **services accessibles à la population** (santé, éducation, social, etc.)

Pour une autre répartition des richesses, brochure du Congrès SIT 2016: <http://www.sit-syndicat.ch/spip/spip.php?article825>

Mettre fin aux attaques mesquines contre la fonction publique!

Années 2000-2020: coupes/blocages subventions aux institutions subventionnées (social et santé), postes, progression salariale, malgré les contrats de prestation (réserve au vote du GC).

Budget 2016: économies sur le dos du personnel pour anticiper la RIE3-RFFA (-5%: 400 mios) + «Personnal Stop»; partiellement bloqué par une très forte mobilisation syndicale: 11 jours de grève, manifs atteignant > de 10'000 personnes dans les rues, crise au parlement; recours au TF gagnés;

Budget 2020: blocage des demandes de postes par la majorité de droite du GC: thèse de la droite: limiter le poids de l'Etat, aligner son augmentation à celle de la population;

Budget 2021: attaques aux salaires (-1%, grèves, refusé); blocage de l'annuité, changement de répartition des cotisations caisses de pension (bloqué), etc.

Budget 2022: refusé (12^{es}), pour limiter les postes (annuité OK, mais pas l'indexation).

Budget 2023: 50 postes refusés (comptes + 1.5 mias)

Budget 2024: 150 postes refusés; subv AVIVO coupée; PFQ 2024-2027: suspension annuité 2025-2027
Et maintenant: lois corsets, attaques CO, primaire, baisse de la fiscalité

Nous préparer en vue des référendums

Lois Corsets: deux projets de lois

l'un sur les possibilités d'engagement

l'autre sur les charges de l'Etat

« En cas déficit budgétaire », impossibilité de créer des postes et hausse des charges limitées à la croissance démographique

Conséquences: coupes dans les prestations et dans les postes; réallocation arbitraire des ressources (risques de licenciements); impossibilité de répondre aux problématiques environnementales et sociales, par exemple éducation spécialisée, vieillissement de la population.

Baisse fiscale pour soi-disant rétablir le pouvoir d'achat

C'est par les salaires qu'on renforce le pouvoir d'achat!

Limitation des capacités de l'Etat à répondre aux besoins de la population et aux enjeux.



syndicat

interprofessionnel
de travailleuses et
travailleurs

1'398'000'000 !

Et vous?

Vous en feriez quoi?

- ✓ **Respect des mécanismes salariaux (indexation et annuité) et financement entier pour le secteur subventionné**
- ✓ **Indexation des subventions pour les contrats de prestations**
- ✓ **Des postes en suffisance dans tous les services**
- ✓ **Fin du projet de modifications des cotisations à la CPEG**
- ✓ **Revalorisation des fonctions, notamment santé-social Attractivité des fonctions en pénurie**

- ✓ **Mise au pilori des projets sans fondements: heures au CO, durée de formation du primaire, lois corsets**
- ✓ **Augmentations des aides sociales (SAM, logement, SBPE)**
- ✓ **Fonds intempéries (Canicule)**
- ✓ **Financement des reconversions professionnelles: formations, etc.**
- ✓ **Création d'emplois écologiques et sociaux**
- ✓ **Financements de l'école inclusive**
- ✓ **Places de crèche avec du personnel formé**